

CESEL

Vendredi 8 février 2012

Déclaration CGT

On ne peut regarder le budget de la Région Lorraine en faisant abstraction de la situation que vivent les salariés, les retraités et ceux qui sont privés d'emploi.

La crise actuelle est terrible dans ses effets pour tous ceux qui en alors que dans le même temps, le système financier s'emballe et continue d'alimenter des fortunes colossales.

Comment accepter dans ces conditions que le rapport sur le budget primitif ne cite jamais la crise...

Avec plus de 20 000 pertes d'emplois dans l'industrie lorraine depuis le début de la crise de 2008 notre région n'en finit plus de perdre ses emplois. C'est la région française qui affiche les plus mauvais résultats depuis le début 2000, avec 50 000 emplois détruits dans l'industrie.

Les emplois dans les autres secteurs d'activités sont également touchés. Le commerce, la construction et les services aux entreprises perdent aussi des emplois.

Et comme si la Lorraine n'était pas suffisamment touchée, on en rajoute puisque notre région est la seule à continuer de perdre des emplois dans l'Education nationale à la rentrée 2013.

De plus, malgré des indicateurs de santé négatifs supérieurs aux autres régions, la réduction de l'offre de soins est orchestrée avec des situations dramatiques et parfois ubuesques comme dans la Moselle Est.

Si l'on prend l'exemple des Vosges, ces derniers mois ont vu la perte de 120 emplois à la CIMEST, de 160 emplois à la corderie Bihr, de 144 emplois à la CIMEST, de 110 emplois chez Lactalis, c'est aussi le centre d'appels TRANSCOM où 250 emplois sont en péril s'il n'y a pas de repreneur, ce sont 231 emplois qui sont supprimés chez TRW, 120 emplois menacés à la MVM dont un des actionnaires est le FSI, sans omettre les incertitudes sur la vente d'UPM, soit 160 emplois. Cela sans exagérer ni compter les menaces qui pèsent sur d'autres entreprises.

Au total- 1 295 emplois supprimés au sein d'entreprises qui sont censées être les moteurs du développement de leur territoire.

Cela a pour conséquence une multitude de liquidations judiciaires dans les PME et dans l'artisanat. Par exemple, les 15, 22 et 29 janvier, le Tribunal de Commerce d'Epinal a prononcé 52 liquidations judiciaires, essentiellement dans les services et le bâtiment....

Ces destructions d'emplois entraînent mécaniquement une hausse massive du nombre de demandeurs d'emplois, avec des niveaux encore jamais atteints en Lorraine.

Les jeunes, les seniors, sont les plus durement touchés, et la hausse du chômage de longue durée entraîne de plus en plus de personnes et de familles entières dans la pauvreté.

Lorsqu'une entreprise ferme, cela se répercute sur l'ensemble de la vie économique et sociale d'un territoire, et c'est tout un ensemble d'investissements et de services publics qui sont menacés.

L'industrie est le socle de l'économie et le moteur de l'emploi : chaque emploi industriel en induit au moins trois.

Pour la CGT, les fermetures d'entreprises et les pertes d'emplois ne sont pas une fatalité, et des solutions existent pour une autre politique industrielle.

Toutes les enquêtes actuelles nous donnent le triste privilège d'être classée la Région qui perd le plus d'emplois...

Nous estimons que l'industrie a un avenir en Lorraine, c'est pourquoi la CGT appelle à une manifestation régionale le mercredi 13 février 2013 à Metz.

La CGT a des propositions concrètes pour maintenir, renforcer et développer de nouvelles filières. Nous sommes disponibles pour en débattre avec le Ministre du Redressement Productif.

Face à cette situation désastreuse, le Budget de la Région Lorraine devrait s'inscrire dans une attitude plus offensive.

Le travail qui devait se continuer sur Lorraine 2020 aurait pu être un cadre pour cette ambition. Malheureusement, il semble que cette démarche soit enterrée et la volonté avec...

En 2009, elle avait su réagir et avait développé des dispositifs spécifiques, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui alors que la situation est bien plus difficile pour les gens.

Ce Budget n'est pas à la hauteur des difficultés vécues par les lorrains il manque de réactivité.

Par ailleurs, la CGT veut relever quelques points particuliers dans le budget présenté :

- Il nous semble que la volonté de simplifier les procédures ne les rend pas très lisibles cela rebute les demandeurs qu'ils soient des particuliers ou des entreprises.
- Les crédits de paiement n'ont jamais été aussi bas depuis trois ans. N'est-ce pas un signe d'accompagnement de la crise alors que, au contraire, il faudrait créer les conditions pour les augmenter.
- Les objectifs d'emplois d'avenir sont volontaristes et répondent aux besoins de la jeunesse qui subit la précarité et la pauvreté, mais quels sont les moyens mis en œuvre pour les atteindre ?
- Sur la Grande-Région, nous aimerions mieux comprendre comment se traduit dans le budget cette orientation de favoriser le bilatéralisme il faut que ce concept soit mieux précisé. Pourquoi ce que l'on n'a pas réussi à mettre en œuvre pendant les deux ans de présidence lorraine irait mieux différemment ?
- Nous notons que la politique des filières progresse et le resserrement du champ répond à une attente. Mais nous aimerions connaître les critères de sélection et les états des lieux sur lesquels ils reposent.
- La CGT a toujours été opposée aux PPP (Partenariat Privé Public), les investissements ne peuvent qu'être publics. Nous partageons totalement l'interrogation de la C2 qui se demande si l'évolution à envisager au titre des exercices suivants ne risque pas de limiter les possibilités d'intervention de la Région dans ce domaine de compétence ? Il est d'ailleurs regrettable que le CESEL n'ait pas été consulté au préalable lors de la mise en place de ce dispositif.

Pour terminer, ce budget s'inscrit également dans l'incertitude de l'acte III de la décentralisation dont on peut être inquiet des implications financières.

Et ce n'est pas le nouveau racket de l'Etat sur les Collectivités Territoriales qui s'annonce pour 2014 et 2015 avec la baisse des dotations prévues qui va nous rassurer. Où en êtes-vous Monsieur le Président de la grande réforme fiscale promise, celle qui devait donner les moyens aux collectivités de satisfaire les besoins des populations ?

On apprend que la dotation globale de fonctionnement des collectivités va être mise à contribution pour financer le crédit d'impôt compétitivité ! Malheureusement, une fois de plus, la CGT avait raison, cette disposition ne va pas dans le bon sens elle va appauvrir des collectivités qui n'en peuvent déjà plus...

Pour la CGT, ce n'est pas de CRS violents comme à Strasbourg pour les ARCELOR dont les salariés ont besoin mais bien d'une politique dynamique de l'emploi et des salaires.

Et les salariés en lutte avec la CGT ne se laisseront pas intimider par les déclarations du Ministre de l'Intérieur

Nous ne pouvons accepter que les collectivités soient elles aussi appelées à appliquer cette politique d'austérité menée à l'échelle européenne, cette politique qui nous enfonce tous dans la crise. Il faut que le Gouvernement se reprenne, qu'il cesse d'écouter le MEDEF, qu'il s'appuie sur les collectifs de salariés qui se battent avec leurs organisations syndicales pour leur emploi en même temps que pour l'avenir de leur territoire régional.